



La fabrique de thé de Migdal HaEmek, fondée par deux juifs américains, est heureuse d'employer des ouvrières arabes.

L'heure du thé en Galilée

Israël Ouvriers juifs et arabes travaillent ensemble, comme à la société Cérémonie Tea.

Les Arabes d'Israël (3/3)

Reportage **Claire Bastier**
Envoyée spéciale en Galilée

À l'entrée du hangar où s'organise la production estampillée Cérémonie Tea, l'air est saturé des effluves de thé et d'herbes aromatiques qui composent les assemblages produits et vendus principalement en Israël mais aussi à l'étranger.

Dans le bruit assourdissant des machines, un empilement de cartons remplis de boîtes colorées occupe tout l'espace. Une salle plus loin, les employées, blouse blanche et charlotte sur la tête, s'activent pour confectionner les sachets qui contiendront les précieux mélanges de feuilles de thé et de plantes séchées, en provenance de Chine, d'Inde et du Sri Lanka pour les premières et de plusieurs pays d'Afrique pour les autres.

C'est à Migdal HaEmek en Galilée, derrière un vaste supermarché à l'extérieur du centre-ville, que l'entreprise a installé son site de production en 2003, "principalement pour des questions de coût", résume l'une des actionnaires, Efrat Schorr, dans un anglais au léger accent américain.

Située à l'emplacement d'un ancien village arabe, Migdal HaEmek fait partie des onze "villes de développement" (ayarat pituah, en hébreu) du nord d'Israël fondées dans les années 1950 pour absorber l'immigration forte des juifs orientaux, les mizrahim, et créer des pôles de croissance économique hors des grands centres urbains tels que Tel Aviv, Haïfa ou Jérusalem.

"Aucune distinction"

Fortement peuplée aujourd'hui de 28 000 habitants et située à 15 km de Nazareth, Migdal HaEmek abrite de nombreuses usines et entreprises high-tech, et parmi elles Cérémonie Tea. "Notre première idée était le café mais le marché israélien était saturé", raconte la jeune femme. "Nous avons alors opté pour le thé." Originaires de Washington DC, Elli et Efrat Schorr sont arrivés en Israël avec leurs quatre enfants, dans le cadre de l'aliya - acte d'émigration des Juifs vers Eretz Israël. Ils rachètent Cérémonie Tea en février 2013.

Une reconversion inattendue pour Efrat Schorr, cette ancienne psychologue désormais patron de seize salariés, dont la moitié est dédiée à la production. En effet, l'ensachage et la mise en boîte des théés requièrent une série de processus exigeants et précis. "Il est difficile de trou-

ver une main-d'œuvre qualifiée", observe Efrat. "Nous sommes toutes les deux mères de famille. Le matin, nous amenons nos enfants à l'école avant d'aller travailler. Le soir, de retour à la maison, nous préparons leur repas et les couchons. Et cela tous les jours."

C'est le cas de Fadia, une jeune femme arabe - la seule à porter un foulard noué sur la tête au lieu d'une charlotte de protection - qui travaille avec ses collègues sur la ligne de production des sachets de thé du dimanche au jeudi, de 8h30 à 17h.

En effet, Cérémonie Tea emploie des ouvriers arabes qui habitent dans les villages voisins de Migdal HaEmek. "Nous ne faisons aucune distinction dans nos employés. Tous ceux qui veulent travailler sérieusement ont leur place", souligne la patronne.

Parmi la main-d'œuvre disponible en Israël comprise entre 25 et 64 ans, 17% relèvent de la communauté arabe. Un chiffre encore trop bas, selon les autorités israéliennes, qui entendent favoriser l'accès à l'emploi de ce groupe, et notamment celui des femmes.

Un point de rencontre

Plus de la moitié des Arabes israéliens vivent dans le nord du pays. En Galilée, où les localités arabes avoisinent les kibboutz, moschav et villes juives, le lieu de travail devient un espace de rencontre et d'interaction entre les deux communautés. "J'ai sûrement plus de points communs

avec Fadia", expose Efrat. "Nous sommes toutes les deux mères de famille. Le matin, nous amenons nos enfants à l'école avant d'aller travailler. Le soir, de retour à la maison, nous préparons leur repas et les couchons. Et cela tous les jours."

Bien entendu, les tensions existent. Mais des rapprochements inattendus aussi. Efrat raconte ainsi que pendant la guerre à Gaza à l'été 2014, le beau-frère de Fadia, soldat de carrière dans l'armée israélienne, est mort dans un accident de manœuvre. "C'était un Arabe, un citoyen et un soldat israélien", résume-t-elle. Trois qualificatifs qui, mis ensemble, montrent que la réalité est plus subtile qu'on ne croit.

D'ailleurs, la vie de l'entreprise témoigne de cette complexité. Par exemple, la citronnelle, jusqu'alors achetée en Allemagne, arrive désormais d'Égypte, pays dont les relations avec Israël restent sensibles malgré le traité de paix de 1980. "Comment vont-ils le prendre qu'une femme israélienne les sollicite ?", s'était d'abord demandé Efrat en prenant contact avec des fournisseurs égyptiens. Mais "les gens qui veulent faire du business le font. Ils veulent vendre, c'est tout", conclut-elle simplement.

Même si les Israéliens restent de grands buveurs de café, Efrat est confiante quant à l'implantation de la marque dans le paysage israélien. "Certains de nos clients sont arabes", ne manque-t-elle pas de préciser. "Ils sont très preneurs de nos théés verts."

En Galilée, le lieu de travail devient un espace de rencontre et d'interaction entre les deux communautés.

La déchéance de nationalité est votée

France L'Assemblée a adopté l'article 2 du projet de loi visant à l'inscrire dans la Constitution.

Les députés français ont voté mardi soir à une courte majorité un article controversé inscrivant la déchéance de nationalité dans la Constitution pour les auteurs de crimes et délits terroristes, annoncée après les attentats qui ont fait 130 morts le 13 novembre à Paris. Après avoir voté à main levée un amendement du gouvernement réécrivant l'article sans faire de référence à la binationalité, les députés ont adopté l'article 2 du projet de loi constitutionnelle par une courte majorité de 162 voix contre 148.

Celui-ci prévoit que la Constitution renverra à la loi pour "les conditions dans lesquelles une personne peut être déchue de la nationalité française ou des droits attachés à celle-ci lorsqu'elle est condamnée pour un crime ou un délit constituant une atteinte grave à la vie de la Nation". Les députés se prononceront mercredi sur l'ensemble de la révision constitutionnelle qui comprend également l'inscription du régime d'état d'urgence dans la loi fondamentale.

Sarkozy vole au secours de Hollande

Le président du parti les Républicains, Nicolas Sarkozy, était venu mardi devant le groupe LR de l'Assemblée appeler ses députés à voter la déchéance et plus globalement l'ensemble du projet de loi qui constitutionnalise l'état d'urgence. "C'est un débat intéressant et beaucoup plus important qu'on ne le dit", a dit l'ancien président, selon des participants. "Après les 130 morts (des attentats du 13 novembre, Ndlr), nous avons pris un engagement, celui de ne jamais se comporter en petits politiciens devant un tel drame." Il visait ainsi implicitement son ancien Premier ministre, François Fillon, opposé à la mesure et qui lui a répondu. "Je respecte les opinions de chacun mais je veux qu'on respecte les miennes", a dit M. Fillon.

"Déchéance pour tous"

Le projet de loi constitutionnelle est accompagné de deux projets de lois ordinaires d'application qui seront examinés ultérieurement. A la demande du groupe PS, celui relatif à la déchéance ne contient plus de référence à l'interdiction de l'apatridie, ce qui signifie un retour à la "déchéance pour tous", binationaux et mononationaux, et précise que la déchéance sera une "peine complémentaire" prononcée le cas échéant par un juge antiterroriste ou pénal et non par l'autorité administrative. Après l'examen par l'Assemblée, le Sénat, où la droite est majoritaire, l'examinera vers la mi-mars. (Avec AFP, Reuters)

En bref

Union européenne Des menaces d'Erdogan, selon un site grec

Le président turc Erdogan a menacé en novembre dernier d'inonder l'Europe de migrants si l'UE n'aidait pas mieux Ankara à affronter la crise migratoire, a affirmé lundi soir le site internet grec euro2day.gr sur base des minutes, en anglais, d'une réunion très tendue entre Erdogan, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. "Nous pouvons à tout moment ouvrir nos portes vers la Grèce et la Bulgarie et mettre les réfugiés dans des cars [...] Que ferez-vous alors de ces réfugiés s'il n'y a pas d'accord? Vous allez les tuer?", aurait-il lancé. (Reuters)

"2015 a été une assez bonne année concernant la prolifération d'armes de destruction massive."

JOHN CHIPMAN

Le directeur de l'Institut de recherche géostratégique (IISS) s'est félicité mardi de l'accord conclu en juillet à Vienne entre l'Iran et les grandes puissances mondiales. Celui-ci a permis de "retarder de 10 voire 15 ans l'acquisition par l'Iran de l'arme atomique", a-t-il déclaré.

Allemagne Varoufakis lance son mouvement Diem25

L'ex-ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a lancé mardi à Berlin un mouvement paneuropéen destiné à "démocratiser" le continent. Celui qui s'était opposé frontalement l'an dernier aux politiques d'austérité prônées par l'Allemagne a inauguré Diem25 (Democracy in Europe Movement 2025) au théâtre Volksbühne, lieu historique de la gauche allemande, qui avait joué un rôle lors de la révolution dans l'ex-RDA. (AFP)

Hong Kong Emeutes dans un quartier commerçant

Les policiers de Hong Kong ont tiré des coups de semonce mardi lors d'une émeute survenue après une tentative de disperser des vendeurs à la sauvette, à Mongkok, le jour du Nouvel An chinois. Des images montrent un officier en train de pointer son arme en direction de protestataires qui lançaient des briques, des bouteilles et des palettes en bois. (AFP)

Russie Moscou rase les échoppes

La mairie de Moscou a fait détruire dans la nuit de lundi à mardi une centaine de kiosques et commerces qu'elle considère désormais comme "illégaux", provoquant la stupeur des Moscovites et laissant près de 15 000 personnes sans emploi selon les associations. A l'aide de pelleuses, les équipes de la mairie de Moscou ont réduit en tas de gravats ces "pavillons". Souvent ouverts nuit et jour, ils étaient très prisés des Moscovites en raison de leur emplacement, à l'entrée des bouches de métro. (AFP)

Suède Des Polonais s'apprêtaient à attaquer un centre de réfugiés

La police suédoise a annoncé mardi avoir arrêté quatorze Polonais militants d'extrême droite qui selon elle préparaient l'attaque d'un centre pour demandeurs d'asile, ayant emmené haches, couteaux et barres de fer avec eux. Les forces de l'ordre ont placé ces hommes en garde à vue lundi grâce à un renseignement anonyme sur cette attaque planifiée à Nynäshamn, un port à une soixantaine de kilomètres au sud de Stockholm relié par ferry à Gdansk (Pologne). (AFP)

Suède Le parquet veut interroger Assange

Le parquet suédois a annoncé jeudi son intention de déposer une nouvelle demande pour interroger Julian Assange à l'ambassade d'Equateur à Londres pour une affaire de viol présumé. Il juge que le dossier n'est en rien modifié par la décision d'une commission d'enquête des Nations unies, selon laquelle le fondateur de WikiLeaks est détenu arbitrairement depuis trois ans et demi. La première demande d'interrogatoire avait été rejetée en janvier par l'Equateur. (Reuters)

Syrie L'EI revendique un attentat à Damas

Un kamikaze a lancé mardi une voiture piégée sur un club fréquenté par des policiers dans le quartier de Massaken Barza à Damas, a annoncé le ministère syrien de l'Intérieur. Cet attentat a été revendiqué par l'Etat islamique (EI). Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'attaque a tué huit policiers et fait au moins 20 blessés. Les forces de sécurité seraient parvenues à empêcher le kamikaze d'entrer dans le bâtiment. (D'après Reuters)

3

MORTS DANS UNE FRAPPE CONTRE UN HÔPITAL

Trois personnes ont été tuées et au moins six autres ont été blessées vendredi dans le bombardement aérien d'un hôpital soutenu par Médecins sans frontières à Tafia, dans la province de Deraa (sud de la Syrie), a annoncé mardi l'ONG.

Pays-Bas Mort en détention du général Tolimir

Le TPI pour l'ex-Yougoslavie a confirmé mardi la mort en prison près de La Haye du général serbe bosnien Zdravko Tolimir, ancien bras droit de Ratko Mladic, l'ex-chef des forces militaires des Serbes de Bosnie. Tolimir avait été condamné pour génocide en raison de son rôle dans le massacre de Srebrenica en 1995. (AFP)

